

Dans ce numéro

Dans le nord de l'Irak, des positions présumées du PKK bombardées par l'aviation turque...

(Page 2)

Plusieurs dizaines de militaires tués par des terroristes présumés dans l'ouest du Niger...

(Page 3)

En Grèce, un Bulgare accusé d'avoir vendu des composants à la Russie en passe d'être extradé vers les États-Unis...

(Page 4)

L'Iran détiendrait des informations relatives à la corruption de journalistes par le bureau du Premier ministre israélien...

(Page 5)

Un destroyer américain aurait été surveillé par un drone iranien durant près de 24 heures...

(Page 6)

Des munitions iraniennes saisies par les États-Unis auraient été envoyées en Ukraine...

(Page 7)

FORMULATION DES ARTICLES

Les textes sont des relevés d'écoute radio ; la formulation est donc celle du média cité.

Nous ne corrigeons que quelques fautes mineures de langue française. Les titres, par contre, sont de la rédaction.

En Allemagne, deux Syriens soupçonnés d'avoir planifié un attentat contre une église de Suède...

En Allemagne, deux frères syriens sont soupçonnés d'avoir planifié un attentat en Suède. Les deux frères de 29 et 24 ans ont été arrêtés en avril dernier, l'un dans le nord et l'autre dans le sud de l'Allemagne. Ils sont depuis en détention provisoire. L'aîné est soupçonné d'avoir préparé depuis début 2023 un attentat à la bombe dans le but de tuer et de blesser de nombreuses personnes ont indiqué les procureurs dans un communiqué. Le 14 avril dernier, il aurait déclaré à un membre non identifié d'une fondation affiliée au groupe islamiste État islamique qu'il prévoyait de mener une attaque contre une église en Suède lorsque de nombreuses personnes sont rassemblées. Il entendait ainsi réagir violemment aux incendies de corans en Suède ont déclaré les procureurs.

(Deutsche Welle, le 04-10-2023)

En Turquie, interpellation de près d'une centaine de personnes soupçonnées de liens avec le groupe État islamique...

Le ministre turc de l'Intérieur Ali Yerlikaya a annoncé vendredi que la police turque a arrêté 92 personnes soupçonnées de liens avec le groupe terroriste Daesh, dans des opérations antiterroristes menées dans 26 provinces. « Nous ne laisserons aucun répit aux organisations terroristes et à leurs collaborateurs. Je veux que notre nation sache que notre lutte se poursuivra avec détermination et résolution jusqu'à ce que le dernier terroriste soit neutralisé » a promis le ministre turc. En 2013, la Turquie est devenue l'un des premiers pays à déclarer Daesh organisation terroriste. Le pays a depuis été attaqué plusieurs fois par le groupe terroriste, avec plus de 300 personnes tuées et des centaines d'autres blessées, lors d'au moins 10 attentats suicide, sept attentats à la bombe et quatre attaques armées. En réponse, la Turquie a lancé des opérations antiterroristes à l'intérieur et à l'extérieur du pays pour prévenir de nouvelles attaques.

(La voix de la Turquie, le 06-10-2023)

Deux systèmes de défense aérienne allemands *Mantis* en passe d'être déployés dans l'est de la Slovaquie...

Le système de défense aérienne *Mantis* est déjà en Slovaquie. L'Allemagne l'a offert gratuitement au pays. « C'est un cadeau de l'Allemagne. Il s'agit d'un système que les Allemands ont développé et utilisé en Afghanistan pour protéger leurs propres bases » a expliqué le ministre de la Défense Martin Sklenar. Deux systèmes de défense aérienne d'une valeur de 225 millions d'euros seront placés dans l'est de la Slovaquie. Après le système italien SAMP-T, l'Allemand *Mantis* est la prochaine pièce du puzzle pour protéger le ciel slovaque. L'ensemble renforcera la protection de la frontière orientale avec l'Ukraine. Pendant ce temps, le ministère de la Défense travaille à l'acquisition de ses propres systèmes de défense aérienne.

(Radio Slovaquie internationale, le 06-10-2023)

Les liens avec le PKK d'un des auteurs de l'attentat d'Ankara confirmés par le ministère turc de l'Intérieur...

Les auteurs de l'attaque terroriste déjouée de dimanche dans la capitale turque Ankara ont utilisé une voiture volée à un civil qu'ils ont assassiné a indiqué le ministère de l'Intérieur dans un communiqué. Les liens de l'un des assaillants neutralisés avec le groupe terroriste du PKK ont été confirmés a affirmé le ministère, ajoutant que l'enquête concernant l'autre terroriste est toujours en cours. Le véhicule utilisé dans l'attaque a été volé à un citoyen turc nommé Mikail Bozlagan, qui travaillait comme technicien vétérinaire à Develi, dans la province centrale de Kayseri, souligne-t-on de même source. M. Bozlagan a été assassiné par les terroristes qui ont ensuite subtilisé son véhicule selon le communiqué. Deux policiers ont été légèrement blessés lorsque l'un des deux terroristes s'est fait exploser, dimanche matin, devant la Direction générale de la sécurité dans la capitale. « Deux terroristes, arrivés à bord d'un véhicule utilitaire devant le portail de la Direction générale de la sécurité, ont perpétré un attentat à la bombe. L'un des terroristes s'est fait exploser tandis que le second a été neutralisé » avait déclaré le ministre de l'Intérieur, Ali Yerlikaya, sur la plateforme X. Il a ajouté que les deux policiers sont soignés pour des blessures qui n'engagent pas leur pronostic vital. Le parquet d'Ankara a ouvert une enquête sur les faits.

(La voix de la Turquie, le 02-10-2023)

En Turquie, série d'arrestations dans les milieux pro-kurdes après l'attentat d'Ankara...

Sur le territoire turc, la police ce matin a mené des arrestations dans les rangs du parti pro-kurde. C'est la réponse habituelle des autorités turques après un attentat attribué ou revendiqué par le PKK, des frappes contre les bases du groupe armé dans le nord de l'Irak et des arrestations dans les milieux pro-kurdes. Le ministère de l'Intérieur a annoncé la garde-à-vue de vingt membres du Parti démocratique des peuples, le HDP, parmi lesquels des dirigeants et des porte-paroles régionaux du parti. Les arrestations ont eu lieu à Istanbul et à Kırklareli, en Thrace orientale. Les autorités les accusent d'avoir caché des membres de l'organisation terroriste séparatiste, autrement dit du PKK. Considéré par le pouvoir comme la vitrine politique du PKK, le HDP est le deuxième parti d'opposition en Turquie.

(Médi-1, le 02-10-2023)

Dans le nord de l'Irak, des positions présumées du PKK bombardées par l'aviation turque...

La Turquie contre-attaque après l'attentat qui a visé le centre d'Ankara. L'aviation turque a mené hier plusieurs frappes contre des positions du Parti des travailleurs du Kurdistan dans le nord de l'Irak. Le PKK a revendiqué l'attaque suicide contre la capitale turque ce dimanche. Attaque qui a fait deux blessés légers. Les avions turcs ont notamment bombardé le village de Badran situé à proximité de la frontière entre le Kurdistan irakien autonome et l'Iran.

(Médi-1, le 02-10-2023)

Des avions turcs ont bombardé des cibles terroristes dans les régions du nord de l'Irak, notamment à Metina, Hakurk, Gara, Qandil et Asos, selon le ministère turc de la Défense. Le même ministère a annoncé que les forces de sécurité turques ont mené des opérations contre les terroristes du PKK dans le nord de l'Irak, près de la frontière turque, tout en visant vingt-deux cachettes et dépôts de munitions. « Pendant les opérations, des avions turcs ont frappé des objectifs terroristes dans les régions du nord de l'Irak, notamment à Metina, Hakurk, Gara, Qandil et Asos » indique un communiqué du ministère publié mercredi. Le communiqué précise également que de nombreux terroristes ont été neutralisés pendant l'opération. Le PKK utilise le nord de l'Irak, près de la frontière turque, comme base pour planifier des attaques terroristes. Les opérations interviennent quelques jours seulement après qu'une attaque contre la Direction générale de la sécurité dans la capitale Ankara a été orchestrée par deux terroristes ayant des liens avérés avec le PKK. Lors de l'attaque, l'un des terroristes s'est fait exploser et l'autre a été tué. Deux policiers turcs ont été légèrement blessés lors de l'attaque terroriste.

(La voix de la Turquie, le 05-10-2023)

Plusieurs dizaines d'interpellations après une vaste opération antiterroriste à travers toute la Turquie...

Les forces de sécurité ont appréhendé mardi 67 suspects de terrorisme lors d'opérations antiterroristes à travers la Turquie a déclaré le ministre turc de l'Intérieur Ali Yerlikaya. Sur l'ensemble, 12 suspects de terrorisme ont été l'objet d'arrestations dans les provinces de Mersin, Van, Sanliurfa, Mardin et Aydin, et

55 autres ont été appréhendés lors d'opérations menées dans 16 autres provinces. Le ministre a ajouté que quelque 13 400 membres des forces de sécurité ont participé à 466 opérations différentes menées dans des zones rurales. Dimanche, un kamikaze s'est fait exploser devant la Direction générale de la sécurité dans la capitale turque, Ankara. Deux policiers ont été légèrement blessés, tandis qu'un autre terroriste a été neutralisé par les forces de sécurité à l'entrée. Le ministère turc de l'Intérieur a confirmé les liens des assaillants avec le groupe terroriste PKK.

(La voix de la Turquie, le 04-10-2023)

Les auteurs de l'attaque contre le ministère turc de l'Intérieur auraient été formés en Syrie selon Ankara...

Les deux auteurs de l'attaque ayant blessé deux policiers dimanche à Ankara ont été formés en Syrie selon les autorités turques. « Grâce au travail de nos forces de sécurité, il a été établi que les deux terroristes venaient de Syrie et avaient été formés là-bas » a déclaré le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan. Le Parti des travailleurs du Kurdistan, PKK, en lutte armée contre les autorités turques depuis 1984, a revendiqué l'attaque de dimanche contre le siège du ministère turc de l'Intérieur.

(Deutsche Welle, le 04-10-2023)

Dans le nord du Mali, des rebelles annoncent avoir pris le contrôle de la localité de Bamba...

De nouveaux combats ont opposé dimanche matin l'armée malienne et des groupes armés à Bamba dans le nord, localité dont les rebelles séparatistes ont revendiqué avoir pris le contrôle. L'armée malienne a rapporté sur les réseaux sociaux des combats intenses entre des terroristes aux premières heures du jour.

(La voix de l'Amérique, le 02-10-2023)

La prise de contrôle d'un camp de l'armée malienne revendiquée par la rébellion touareg...

Le nord du Mali est bien de nouveau en guerre. La rébellion touareg a revendiqué hier la prise d'un camp des forces armées maliennes, celui de Taoussa, dans la région de Gao. Ce n'est pas la première position de l'armée à être conquise mais les rebelles restent en général que peu de temps. La junte avait déjà envoyé depuis plusieurs jours des renforts vers le nord pour faire face à la reprise du conflit avec plusieurs groupes touareg qui avaient pourtant signé un accord de paix en 2015.

(Radio Vatican, le 05-10-2023)

Dans le nord du Mali, la rébellion à prédominance touareg a revendiqué hier la prise d'un nouveau camp des forces armées. Dans un bref communiqué sur les réseaux sociaux, le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad a indiqué que le camp de l'armée à Taoussa, non loin de Bourem, dans la région de Gao, est sous contrôle des rebelles. Un enseignant sur place a rapporté des échanges de coups de feu dans l'après-midi dans le secteur du camp. D'autres sources ont rapporté des tirs dans le secteur de Tarkint, sur le trajet de la colonne. Un convoi de l'armée composé de dizaines de véhicules et de blindés est parti lundi de Gao en direction de la région de Kidal, fief de la rébellion touareg. Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans a revendiqué sur les réseaux sociaux une attaque à l'engin explosif contre le cortège. Il a revendiqué une attaque contre un convoi dans le centre. L'armée a semblé reconnaître ces opérations dans une vidéo postée sur les réseaux sociaux. Elle a notamment rapporté une attaque aux engins explosifs improvisés perpétrée mardi entre Gao et Anéfis, c'est-à-dire sur le chemin a priori emprunté par le convoi, sans plus de détails.

(La voix de l'Amérique, le 05-10-2023)

Plusieurs dizaines de militaires tués par des terroristes présumés dans l'ouest du Niger...

Vingt-neuf soldats ont été tués lors d'une attaque dans l'ouest du Niger, près de la frontière du Mali, a annoncé dans la nuit de lundi à mardi le ministère de la Défense qui précise que plusieurs dizaines de terroristes ont été tués. Il s'agit du plus lourd bilan depuis l'arrivée au pouvoir des militaires qui avaient justifié leur coup d'État du 26 juillet notamment par la dégradation de la situation sécuritaire.

(La voix de l'Amérique, le 03-10-2023)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Une députée taiwanaise soupçonnée d'avoir divulgué des informations classifiées...

Le gouvernement diligente une enquête sur la possible divulgation d'informations classées secret

défense par la députée Ma Wen-chun du parti Kuomintang au profit de la Chine, concernant le tout premier sous-marin de fabrication domestique qui vient tout juste d'être baptisé. C'est un ancien conseiller de la marine, Kuo Hsi, qui accuse la députée Ma Wen-chun d'avoir divulgué à la Chine des informations sur les plans de construction du sous-marin *Hai Kun*. De son côté, la députée a aussitôt porté plainte pour diffamation. Le ministère de la Justice a indiqué aujourd'hui qu'une enquête était en cours et qu'un rapport était attendu dans un laps de temps d'une semaine pour décider des suites de l'affaire. De son côté, le Premier ministre Chen Chien-jen a préféré insister sur la nécessité de placer l'intérêt de l'État au-dessus des considérations partisans ou individuelles afin d'assurer la sécurité de la nation : « Nous avons achevé avec succès la construction du sous-marin *Hai Kun*. C'est le résultat d'efforts conjoints du gouvernement, des collectivités locales et de la force de la société civile. Par ailleurs, malgré le contexte de la pandémie, nous sommes parvenus à le réaliser dans les délais. J'espère que les divers horizons de notre pays, que ce soit le gouvernement ou l'opposition, peuvent soutenir la politique de défense nationale afin que nous puissions assurer l'autonomie de notre défense et protégeons la démocratie et la liberté de Taïwan ». Aujourd'hui, Ma Wen-chun a annoncé qu'elle a déposé une nouvelle plainte pour diffamation aggravée et réclame des dommages et intérêts à hauteur de 3 millions de dollars taïwanais (environ 91 300 euros).

(Radio Taïwan international, le 02-10-2023)

Pékin chercherait à influencer les prochaines élections présidentielles taïwanaises selon le Bureau de sécurité nationale...

La commission parlementaire des Affaires étrangères et militaires a invité aujourd'hui le directeur du Bureau de la sécurité nationale, Tsai Ming-yen, à présenter un compte-rendu sur la sécurité nationale dans lequel le directeur a évoqué les approches de Pékin visant à influencer les élections présidentielles de Taïwan en 2024 : « Nous remarquons que la Chine coopère avec certaines agences de sondage pour tenter d'influencer les électeurs. Pékin aurait aussi multiplié ses invitations auprès de divers groupes et représentants locaux taïwanais pour les inviter à effectuer des visites en Chine. En outre, nous observons attentivement la situation pour savoir si la Chine prépare une mobilisation à grande échelle pour inciter les Taïwanais en Chine à retourner à Taïwan pour voter à la présidentielle ». Tsai Ming-yen a également évoqué la pression économique et la menace d'exercices militaires grandissante : « Les manœuvres générales, fin septembre, avaient un programme identique avec le passé. Cependant, les navires et les appareils mobilisés étaient plus nombreux, de même que les missiles tirés ». D'après Tsai Ming-yen, cette multiplication des opérations militaires près de Taïwan serait aussi liée au fait que le président chinois Xi Jinping cherche à renforcer son contrôle sur l'armée.

(Radio Taïwan international, le 04-10-2023)

Plusieurs dizaines de diplomates canadiens en poste en Inde en passe d'être expulsés...

New Delhi a demandé à Ottawa de rapatrier une quarantaine de ses diplomates en poste en Inde rapporte le *Financial Times* citant des sources proches du dossier. Au moins 61 diplomates canadiens sont actuellement en poste en Inde, mais 41 d'entre eux devront quitter le pays d'ici le 10 octobre-exige le gouvernement indien. L'Inde et le Canada sont en pleine crise diplomatique. Les tensions ont commencé le 18 septembre dernier, lorsque le Premier ministre Justin Trudeau a déclaré à la Chambre des Communes que des allégations crédibles établissent un lien potentiel entre le gouvernement de l'Inde et l'assassinat d'un citoyen canadien d'origine sikhe, Hardeep Singh Nijjar. Le ministère indien des Affaires étrangères avait réagi le jour même en qualifiant les accusations de M. Trudeau d'absurdes. Le lendemain, Justin Trudeau a déclaré qu'il ne voulait pas d'escalade avec l'Inde, tout en invitant le gouvernement indien à prendre cette question très au sérieux. Le Canada avait déjà expulsé, en septembre dernier, un diplomate indien du plus haut niveau, Pavan Kumar Rai. Le gouvernement indien avait répliqué en expulsant à son tour un haut diplomate canadien en poste en Inde. Le 21 septembre, le gouvernement indien a annoncé qu'il suspendait le traitement des demandes de visa effectuées par des citoyens canadiens.

(Radio Canada international, le 03-10-2023)

En Grèce, un Bulgare accusé d'avoir vendu des composants à la Russie en passe d'être extradé vers les États-Unis...

Kostadin Kostadinov, leader du parti Renaissance, a demandé une réaction de la part du ministère de la Justice par rapport à l'affaire du ressortissant bulgare détenu depuis un an en Grèce à la demande d'un procureur américain. Le Bulgare est soupçonné d'avoir vendu des microprocesseurs et d'autres

composantes d'équipement de haute technologie à la Russie par l'intermédiaire d'une entreprise bulgare, une accusation qui selon Kostadinov ne s'appuie pas sur des preuves. Lors d'une séance tenue ce 4 octobre, le tribunal grec a décidé de le faire expulser aux États-Unis. Le père du suspect a de son côté déclaré sur *RNB* que son fils avait été forcé à avouer être un espion russe.
(*Radio Bulgaria*, le 04-10-2023)

L'Iran détiendrait des informations relatives à la corruption de journalistes par le bureau du Premier ministre israélien...

La sécurité iranienne a obtenu des dossiers secrets sur des journalistes qui ont reçu des pots-de-vin du bureau du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, a déclaré une source sécuritaire iranienne à *Al-Mayadeen*. La source a affirmé que les fichiers ont été divulgués par l'opposition israélienne et comprennent une liste détaillant des informations personnelles sur des personnalités du monde des médias européens, américains et israéliens, ainsi que les sommes d'argent qu'elles ont reçues jusqu'à présent. Selon la source, les fichiers secrets ont été chargés sur une clé USB et comprenaient des photos personnelles de responsables israéliens dont Ehud Barak, Benny Gantz et Ehud Olmert. Selon le *Tehran Times*, l'Iran avait précédemment obtenu l'accès à l'intégralité des archives judiciaires israéliennes qui contiennent des éléments sensibles sur le cas de Netanyahu devant les tribunaux israéliens.

(*I24News*, le 05-10-2023)

Donald Trump soupçonné d'avoir fourni des informations confidentielles à un homme d'affaires australien...

Donald Trump aurait partagé des informations confidentielles sur des sous-marins nucléaires américains avec un homme d'affaires australien peu avant son départ de la Maison-Blanche indiquent jeudi soir *ABC News* et le *New York Times*. La scène s'est déroulée en avril 2021 dans la résidence de l'ancien président à Mar-a-Lago, en Floride, un club dont l'Australien Anthony Pratt est également membre selon ces médias citant des sources non identifiées. L'ancien président qui disait à son interlocuteur que l'Australie devrait acheter des sous-marins américains a ainsi dévoilé le nombre de têtes nucléaires que ces engins embarquent en temps normal et à quelle distance ils peuvent approcher leurs homologues russes sans pouvoir être détectés, d'après les deux médias. Monsieur Pratt a été entendu à ce sujet par des enquêteurs fédéraux qui travaillent sur le dossier de la gestion présumée négligente par Donald Trump de dizaines de documents confidentiels après son départ de la Maison-Blanche, rapportent les deux médias.

(*La voix de l'Amérique*, le 06-10-2023)

Taïwan en passe de renforcer les mesures visant à lutter contre la fuite de technologies vers la Chine...

Dans une interview exclusive accordée à *Nikkei Asia*, le secrétaire général du Conseil de sécurité nationale, Wellington Koo, a indiqué que le gouvernement taïwanais prévoyait de publier avant la fin de l'année une liste des technologies clé des secteurs tels que les semi-conducteurs, l'agriculture, l'aérospatiale et les technologies de la communication et de l'information, qui seront protégés afin d'éviter des fuites de technologies vers la Chine. À cet égard, la ministre de l'Économie, Wang Mei-hua, a confirmé dans une interview aujourd'hui que le gouvernement réfléchissait effectivement depuis un certain temps à accroître les contrôles en matière de transferts de technologies en raison de considérations de sécurité nationale. Elle a déclaré : « Il y aura prochainement une annonce concernant les technologies-clés taïwanaises et le système de contrôle sur ces technologies sera rendu plus strict. Ce sont des mesures que Taïwan prévoit de prendre. Il existe des contrôles internationaux, mais j'estime que, considérant les technologies clé et la sécurité nationale de Taïwan, nous avons nos propres considérations ». Elle a précisé que l'annonce sera faite par la Commission nationale des Sciences et Technologies (NSTC). Rappelons que ces interviews interviennent peu après la révélation par le média américain *Bloomberg* que quatre sociétés taïwanaises sont engagées dans l'installation d'une nouvelle usine de puces électroniques de l'entreprise chinoise Huawei à Shenzhen en Chine, alors que Huawei fait l'objet de sanctions américaines. Wang Mei-hua s'est expliquée à ce sujet le 4 octobre devant le Yuan législatif, en précisant que d'après les informations dont disposait le ministère de l'Économie, ces sociétés ne participent qu'aux travaux de base, par exemple aux installations liées aux eaux usées, qui ne font pas partie des technologies-clés définies visées par les sanctions. Wang Mei-hua a précisé aujourd'hui dans son interview que, bien que les fabricants aient

fourni des explications, le ministère de l'Économie a également lancé une enquête sur les opérations de ces entreprises en Chine. S'il s'avérait qu'elles ont violé la réglementation taïwanaise ou les sanctions américaines, elles seront sujettes à une amende en fonction de la loi en vigueur.
(*Radio Taiwan, le 06-10-2023*)

Arrestation d'un ancien militaire américain accusé d'avoir tenté de transmettre des informations confidentielles à la Chine...

Aux États-Unis, les autorités judiciaires affirment qu'un ancien sergent de l'armée a été arrêté sur la base d'un acte d'accusation pour deux crimes fédéraux, notamment celui de tentative de transmission d'informations sur la défense nationale à la Chine. Le département états-unien de la Justice en a fait l'annonce vendredi. L'ancien soldat a servi de janvier 2015 à janvier 2020, principalement dans un bataillon de renseignement, où il avait accès à des informations « top secrètes ». Le département affirme qu'après que l'homme a quitté l'armée, il aurait proposé de fournir des informations sur la défense en contactant le consulat chinois en Turquie et, plus tard, les services de sécurité chinois par courrier électronique. L'annonce indique également que l'ancien soldat aurait conservé un appareil permettant d'accéder à des réseaux informatiques militaires sécurisés. Il aurait offert l'appareil aux autorités chinoises pour les aider à accéder à ces réseaux. Une haute responsable du département a qualifié les actions présumées de choquantes, soulignant que les militaires aux États-Unis prêtent serment de défendre leur pays. Elle a souligné que l'ancien soldat aurait non seulement tenté de fournir des informations sur la défense nationale, mais également des informations susceptibles d'aider un adversaire étranger à accéder aux réseaux informatiques sécurisés du département de la Défense.
(*Radio Japon international, le 07-10-2023*)

... MILITAIRE ...

La Serbie aurait planifié l'annexion du nord du Kosovo selon Pristina...

Pristina accuse le gouvernement serbe d'avoir planifié l'annexion de la partie nord de son territoire peuplée à majorité de Serbes. Les autorités kosovares disent s'appuyer sur des documents saisis qui feraient état de l'attaque à venir de 37 positions. Objectif : établir un corridor entre le territoire de Belgrade et cette région. Les États-Unis ont fait part ce week-end de leur inquiétude quant à une forte mobilisation des troupes serbes à la frontière entre les deux pays. L'OTAN annonce de son côté l'envoi de 600 soldats britanniques supplémentaires pour éviter l'escalade.
(*Médi-1, le 02-10-2023*)

Des militaires azerbaïdjanais auraient tiré sur un camion de ravitaillement selon l'Arménie...

Le ministère arménien de la Défense accuse l'armée azerbaïdjanaise d'avoir ouvert le feu sur un véhicule de ravitaillement. Ce camion transportait de la nourriture pour les troupes d'Erevan dans une région frontalière. Le ministère azerbaïdjanais de la Défense réfute fermement ces accusations.
(*Deutsche Welle, le 02-10-2023*)

Un destroyer américain aurait été surveillé par un drone iranien durant près de 24 heures...

Un drone de l'armée iranienne a réussi à maintenir sous surveillance pendant environ 24 heures un navire de guerre américain dans l'océan Indien. Un drone *Ababil-5* a réussi à mener l'opération contre un destroyer américain de la classe *Arleigh Burke* dans la partie nord de l'océan Indien a rapporté *Fars News*. Le drone a décollé d'une base située sur l'île de Jask, dans le sud de l'Iran. Le véhicule aérien sans pilote de classe *Ababil* est difficile à détecter car son corps est capable d'absorber les signaux radar. Il peut transporter jusqu'à six missiles de frappe chirurgicale dotés d'ogives explosives. *Ababil-5* fait partie des aéronefs actuellement déployés par l'armée dans le cadre d'un exercice de drones à l'échelle nationale. Les manœuvres en cours impliquent des centaines de drones de reconnaissance et de combat sophistiqués.
(*Press TV, le 04-10-2023*)

L'Abkhazie en passe de fournir une nouvelle base navale à la flotte russe de la mer Noire...

Selon le dirigeant de l'Abkhazie la Russie va installer une base navale dans ce territoire séparatiste de la Géorgie dans l'intention de renforcer sa présence en mer Noire. L'annonce a été fortement critiquée par Tbilissi qui dénonce une atteinte flagrante à sa souveraineté et à son intégrité territoriale. L'infrastructure serait déjà prête à accueillir des navires russes. Pour Aslan Bjanja, le dirigeant de

l'Abkhazie, permettre à la Russie de bénéficier d'un point d'ancrage pour ses navires en mer Noire renforcera la sécurité de la Russie comme celle de l'Abkhazie. Dans les colonnes du média russe *Izvestia*, Aslan Bjanja a souligné que ce type de coopération avec la Russie allait se poursuivre. Si le Kremlin s'est refusé à commenter la nouvelle, Tbilissi en revanche a dénoncé une nouvelle provocation qui a pour but de légitimer l'occupation illégale de l'Abkhazie par Moscou. Mais il faut noter que cette annonce intervient après une intensification des frappes ukrainiennes en Crimée et en particulier sur la base navale russe de Sébastopol. On peut donc constater que Moscou cherche à préserver ses forces en mer Noire qui reste un théâtre d'opérations déterminant pour ce conflit.

(Radio Vatican, le 06-10-2023)

Des éclats de grenades auraient été retrouvés dans les corps des victimes du crash aérien où Evgueni Prigojine a trouvé la mort...

Vladimir Poutine a donné des précisions sur la mort d'Evgueni Prigojine. L'avion qui transportait le chef du groupe de mercenaires Wagner n'a pas subi d'impact extérieur comme certaines hypothèses l'avançaient. En revanche des morceaux de grenade ont été trouvés dans les corps des victimes. Officiellement les enquêteurs russes ne privilégient aucune piste sur la mort de l'état-major de Wagner en août dernier.

(Radio Vatican, le 06-10-2023)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Des munitions iraniennes saisies par les États-Unis auraient été envoyées en Ukraine...

Le gouvernement américain affirme avoir envoyé à l'Ukraine des munitions iraniennes saisies. Le Commandement central américain a annoncé mercredi qu'environ 1,1 million de cartouches avaient été transférées vers l'Ukraine. Il a indiqué que les munitions avaient été saisies en décembre 2022 alors qu'elles étaient transférées du Corps des gardiens de la révolution islamique d'Iran aux forces antigouvernementales du Yémen, en violation d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU. Cette annonce intervient après que le Congrès américain a adopté samedi dernier un projet de loi de dépenses visant à éviter une paralysie du gouvernement. Les mesures de financement provisoires n'incluaient pas les 24 milliards de dollars d'aide à l'Ukraine demandés par l'administration Biden. Mardi, le président de la Chambre, Kevin McCarthy, a été évincé de son poste. Certains craignent que l'assistance militaire à Kiev ne soit affectée si la Chambre met du temps à choisir un nouveau président et si les débats budgétaires sont retardés.

(Radio Japon international, le 05-10-2023)

En République tchèque, une entreprise aurait tenté d'exporter vers le Pakistan des composants utilisés dans les armes nucléaires...

Une entreprise basée à Turnov en Bohême a tenté à deux reprises d'exporter vers le Pakistan des pièces pouvant être utilisées dans la production d'armes nucléaires sans permis valide selon les informations publiées mercredi par le site *Denik N*. Après la première tentative, les autorités ont simplement averti l'entreprise qu'il était interdit d'exporter ce type de matériel de l'Union européenne sans permis. Cependant, après que les douaniers ont découvert la seconde tentative, la société NRB (New Rock Bits) et sa dirigeante, une femme d'origine russe, sont désormais accusés d'avoir délibérément tenté d'exporter des marchandises interdites. « On reproche aux suspects une deuxième tentative d'exportation via Koper, en Slovénie. Les accusés savaient déjà que sans permis valide, il est impossible d'exporter de telles marchandises » a déclaré à *Denik N* Jiri Zemek, du bureau du procureur régional de Brno.

(Radio Prague international, le 05-10-2023)

Selon CBS, le transfert de pièces d'artillerie nord-coréennes vers la Russie aurait débuté...

La Corée du Nord aurait commencé à transférer de l'artillerie vers la Russie. Cette information a été dévoilée hier par la chaîne de télévision américaine CBS, en citant un responsable anonyme de Washington. Selon cette source gouvernementale, il n'est pas encore clair si cet acheminement d'armes fait partie d'une nouvelle fourniture à long terme ou d'un envoi d'une ampleur plus limitée. De plus, il est difficile de savoir si P'yongyang recevra une contrepartie. Ce soutien armé du régime de Kim Jong-un semble résulter du sommet P'yongyang-Moscou tenu le mois dernier au cosmodrome de Vostochny dans l'Extrême-Orient russe. Vladimir Poutine avait alors indiqué qu'il avait discuté de la coopération militaire avec son homologue nord-coréen. Le département américain de la Défense a

répondu à la *KBS*, qui avait demandé de vérifier la nouvelle de la *CBS*, qu'il n'avait rien de plus à ajouter en dehors des déclarations faites dans le passé par les porte-paroles et leurs adjoints du Pentagone. Jusqu'à présent, les responsables de l'administration Biden, y compris ceux du département américain de la Défense, ont continué d'avertir que, si P'yongyang et Moscou effectuaient des transactions d'armes, cela constituerait une violation des sanctions du Conseil de sécurité des Nations unies. Ils ont également indiqué que, dans ce cas, le royaume ermite en paierait le prix. De ce fait, si les informations s'avèrent exactes, cela pourrait avoir de grandes répercussions et signifierait que la Corée du Nord soutient l'invasion de l'Ukraine par la Russie sans se soucier des avertissements des États-Unis. Le gouvernement américain continue toujours de suivre de près l'évolution de l'assistance en armes du pays communiste à son allié. En janvier dernier, il a dévoilé des images satellites, affirmant qu'il s'agissait des preuves démontrant la fourniture des armes au groupe paramilitaire russe Wagner.

(KBS World Radio, le 06-10-2023)

Les parlementaires bulgares appelés à rapidement valider l'acquisition de véhicules blindés américains Stryker...

Le ministre de la Défense, Todor Tagarev, a exhorté les parlementaires à valider l'acquisition des véhicules blindés de transport de troupes *Stryker* avant les élections municipales, faute de quoi les délais pourraient être dépassés. La facture des véhicules américains devra être réglée en cinq ans. Les premiers *Stryker* pourront être livrés au cours du deuxième semestre de 2025, la fin de la livraison étant prévue au début de 2028. Todor Tagarev a aussi indiqué que l'Ukraine avait demandé une nouvelle aide militaire. « Les missiles sol air S-300 que nous avons décidé de lui envoyer ne sont pas nombreux. Ils sont « défectueux » et notre armée ne pourra pas s'en servir, alors que les Ukrainiens ont une solution » a indiqué le ministre sur la chaîne *bTV*, ajoutant qu'on pourrait envoyer en Ukraine une centaine de blindés BTR des anciennes troupes du génie.

(Radio Bulgaria, le 06-10-2023)

Renseignor
Le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris - 01 53 53 15 30

**Toutes les informations de Renseignor et plus encore
sur notre canal Telegram <https://t.me/renseignor>**

